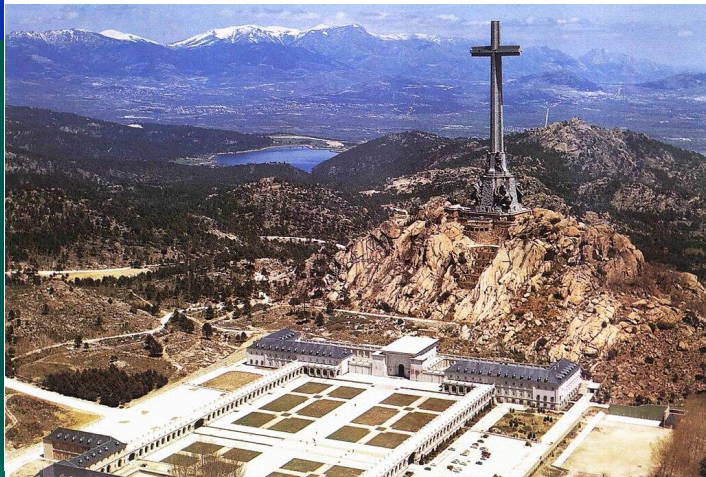


L'Espagne en démocratie dans l'ombre de Franco



Mardi 18 novembre 2025
Virginie TISSERANT



50 ans de démocratie

Transition politique 1975-1982

Défascisation des institutions

Héritage de la transition politique

Crise politique 2014 - nouveaux partis dont VOX

L'esprit de la Transition 1975

A la mort de Franco, le processus démocratique repose sur :

- une volonté de changement majoritairement affirmée des élites politiques
- la conscience aiguë d'une société espagnole non réconciliée

On a décrété la fin du franquisme

La UCD

Une naissance dans l'urgence de la transition

L'UCD voit le jour en 1977

Après la mort de Franco en 1975 et la désignation de Juan Carlos 1er comme roi, l'Espagne s'engage dans un processus de transition démocratique.

La UCD



Adolfo Suárez fut président du gouvernement espagnol durant la transition démocratique (1976-1981). Ici, en 1977.

Adolfo Suárez, nommé président du gouvernement en 1976 par le roi.

Le parti se constitue comme une **coalition de plusieurs groupes politiques du centre et du centre-droit** : démocrates-chrétiens, libéraux, sociaux-démocrates et franquistes réformistes.

Le triomphe électoral et la consolidation démocratique

Aux premières élections démocratiques de juin 1977, l'UCD remporte 34,4% des voix

Ce succès permet à Suárez :

- de former un gouvernement minoritaire
- de piloter les réformes essentielles de la transition.

Sous l'UCD, l'Espagne :

- adopte sa Constitution en 1978, approuvée **par référendum**

Le triomphe électoral et la consolidation démocratique

Monarchie parlementaire

Libertés fondamentales

Les autonomies régionales.

Légalisation de formations politiques

Elections de 1979, l'UCD obtient la majorité relative : 35% des suffrages.

Le parti incarne le consensus démocratique.

Les tensions internes et le déclin rapide

En janvier 1981, Adolfo Suárez démissionne de la présidence du gouvernement.

23 février 1981, l'Espagne connaît une tentative de coup d'État militaire,

Le putsch échoue grâce à l'intervention du roi Juan Carlos,

Événement qui traumatise la société espagnole et **révèle la fragilité institutionnelle.**

Divisions internes

L'UCD se fragmente



Elections de 1982

PSOE : 49,04%

Changement de l'image du parti : "jeunesse, ambition, modernisation"

Equipe qui n'avait pas connu la 2d République // Guerre civile

Bloc social de progrès qui dépasse la classe ouvrière // François Mitterrand

Slogan : "Por el cambio"

Leadership omniprésent et charismatique

Engagements :

La création de 800 000 emplois, malgré la crise ou la récession mondiale

- La réforme de l'administration et le développement de la Constitution de 1978

- Le retrait de l'Espagne de l'OTAN

2 limites fondamentales

Le PSOE n'était plus un parti ouvrier, mais un parti centriste.

Le pouvoir intact des forces sociales du franquisme : Église, armée, banques, administration, sécurité, magistrature...

Franquisme sociologique = poder "de facto"



Référendum sur le maintien dans l'OTAN (1986)

Le maintien dans l'OTAN était soumis à trois conditions :

1. La non-participation à la structure militaire intégrée
2. L'interdiction de l'utilisation d'armes nucléaires sur le territoire espagnol
3. La réduction de la présence militaire américaine en Espagne

Gráfico 1: PIB Real 1975-2016. Tasas de variación interanual (%)



Fuente: Elaboración propia a partir de INE.

1996-2004 Aznarismo

Filiation directe avec le franquisme :

- Frente de Estudiantes Sindicalistas
- Alianza Popular - PP
- Padre de Aznar / ministerio de la Propaganda



À partir des années 70, des groupuscules ultra-conservateurs s'émanent de l'Opus Dei,
Objectif :

évangélisation de la société, en particulier des élites : les légionnaires du Christ (Ana Botella, épouse d'Aznar) et les Kikos.

Entourage de l'Aznarisme.



El expresidente del Gobierno y presidente del Instituto Atlántico de Gobierno (IADG), José María Aznar, durante una conferencia celebrada el 28 de junio de 2019 en la Universidad Francisco de Vitoria.

Eduardo Parra / EUROPA PRESS

Opus Dei (1928). Organisation catholique fondée en 1928 par José María Escrivá de Balaguer, prêtre espagnol (Aragon), canonisé en 2002 par le pape. **Cette organisation a participé activement à la formation des élites pendant la dictature franquiste**, ses principaux représentants étant les artisans du plan de développement de 1959.

Légionnaires du Christ (1941). Congrégation religieuse composée de prêtres et de candidats à la prêtrise fondée en 1941. Reconnue par le pape, cette congrégation compte actuellement 4 évêques, 975 prêtres et 453 séminaristes dans le monde entier.

Kikos (1964), du nom de son leader, Francisco José Gómez de Argüello y Wirtz, ou Kiko Argüello, musicien et artiste, auteur des fresques de l'actuelle cathédrale de l'Almudena à Madrid.

- Ana Botella, épouse de José María Aznar. LÉGIONNAIRES
- Loyola de Palacios, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, entre 1996 et 1999. OPUS DEI
- Federico Trillo, président du Congrès des députés, entre 1996 et 2000, ministre de la Défense, entre 2000 et 2004. OPUS DEI
- Isabel Tocino, ministre de l'Environnement, entre 1996 et 2000. OPUS DEI
- José Mayor Oreja, ministre de l'Intérieur, entre 1996 et 1999. OPUS DEI
- Ángel Acebes, porte-parole du PP au Sénat, ministre de l'Administration publique entre 1999 et 2000. Ministre de la Justice entre 2000 et 2002, ministre de l'Intérieur entre 2002 et 2004.
LÉGIONNAIRES
- José María Michavila, ministre de la Justice entre 2002 et 2004, LÉGIONNAIRES, etc., etc.

En 2001, le leader socialiste Felipe Gonzalez, ancien président du gouvernement

« Nous avons décidé de ne pas parler du passé. Si c'était à refaire, avec la perspective de ces 25 ans écoulés depuis la disparition du dictateur, je le referais. Ce qui revient à dire qu'en termes historiques, le solde de notre mode de transition me paraît satisfaisant. »

La loi 52/2007 du 26 décembre 2007, Loi de Mémoire Historique, a pour intitulé exact :

Loi qui reconnaît et élargit les droits, et établit les mesures en faveur de ceux qui ont subi la persécution ou la violence durant la Guerre civile et la dictature – une appellation révélatrice d'un infléchissement vers la judiciarisation croissante des questions mémorielles en Espagne.

Processus de commémoration critiquée par le PP (Parti Populaire) et une partie de la population

La dépouille de Franco : un conflit mémoriel de longues années

Juin 2018 : Pedro Sánchez (PSOE) décide de déplacer la dépouille de l'ancien dictateur, en raison de son «**emplacement inadéquat**», «**source de honte pour tous les démocrates** »

Septembre 2018 : Décision validée par la Chambre des Députés

[Valle de los Caídos Espagne : le transfert du corps de Franco validé](#)

[Sans Franco, que faire de la colossale Valle de los Caídos?](#)

El Valle de los caídos, symbole d'un douloureux travail de mémoire

[Pourquoi la tombe de Franco divise les Espagnols](#)

“ Le 15 juillet 2018, des milliers d'Espagnols ont fait le salut franquiste devant *El Valle de los Caídos*, entonnant l'hymne des phalangistes devant cette gigantesque basilique, située à cinquante kilomètres de Madrid. A l'intérieur, se trouve la tombe du dictateur, enterré glorieusement en 1975. Depuis son élection début juin 2018, le nouveau premier ministre, Pedro Sanchez, promet de déplacer la sépulture, lieu de pèlerinage des nostalgiques du franquisme. Témoignage exubérant de la dictature, *El Valle de los Caídos* est aussi devenu le symbole d'un douloureux travail de mémoire que l'Espagne peine à accomplir. “

Chute du franquisme

Pas de travail de mémoire historique ni de condamnation du régime

Donc différentes lectures et réappropriation

La loi amnistie des responsables

Les partis politiques actuels (PP) sont issus du franquisme

Nouvelles questions se posent autour de la dépouille de Franco (Valle de los Caidos)

Valle de los caídos (ceux qui sont tombés)

Lieu de pèlerinage. Portée politique et idéologique.

Construit par des prisonniers politiques / prisonniers de guerre républicains

Monument commémorant la guerre civile (1936 - 1939) entre républicains et les nationalistes menés par Franco, événement qui a permis son arrivée au pouvoir.

[Valle de los Caídos](#)

Inauguré par Franco 1959 - “lieu de réconciliation” / symbole de division et de mépris.

27 000 combattants franquistes et 10 000 républicains sont enterrés



Valle de los caídos



"pour perpétuer la mémoire de ceux qui sont tombés pour notre glorieuse Croisade “

"la taille de notre croisade ne peut pas être perpétuée par de simples monuments. Il est nécessaire que les pierres élevées aient la grandeur des monuments antiques, qu'elles défient le temps et l'oubli
”

Décret 1940

Décréter la "réconciliation nationale" en Espagne

Les partis politiques sont légalisés (sauf le PCE s'il n'accepte pas la ""démocratie de pacte")

9 avril 1977

- acceptation de la monarchie + participation au sein des Institutions démocratiques

Résultats :

PCE 9,4%

PSOE 29,3% = force hégémonique de gauche

le franquisme sociologique

Héritage de la transition politique

Pas de mémoire de la Guerre Civile

// tentative coup d'Etat 1981

Objectifs :

- intégration dans l'Europe
- la question de l'OTAN
- fonds européens
- normalisation démocratique de l'Espagne



Conséquences politiques de la crise des années 2010

Podemos

Ciudadanos

Vox

Partis anti-crise

Déc 2013 : Scission des cadre du PP

Condamnation de la politique de Mariano Rajoy

Abandon des idées, valeurs et principes fondamentaux du PP

Lettre adressée à Mariano Rajoy

El mundo, 25.11.2013

« La poursuite de la politique en matière de terrorisme héritée du gouvernement précédent, la décision maladroite de se joindre à la confusion provoquée par la vague de réformes statutaires, le refus radical d'aborder une réforme profonde du monde autonome, l'abandon de la défense de la langue commune dans l'enseignement et l'administration dans certaines régions, la position inhabituelle et suicidaire du parti en Catalogne et au Pays Basque, la consolidation par l'inaction de toute la législation idéologique de Zapatero, l'augmentation de la pression fiscale contre nos principes de politique économique (...) ».

Lettre adressée à Mariano Rajoy, président du gouvernement, publiée par le média *El mundo* le 25 novembre 2013



Manifeste du parti politique

Dès la première ligne :

"dans le but d'unifier la nation, d'assurer l'efficacité de l'État, d'améliorer la qualité des institutions, de garantir l'honnêteté des fonctionnaires et de stimuler la croissance économique au profit de tous les citoyens ".

"golpistas separatistas"

"la inmigración ilegal"

Éléments de discours

"Abrogation immédiate de la loi sur la mémoire historique. **Aucun parlement n'est légitime pour définir notre passé**, et encore moins lorsqu'il s'agit d'exclure les Espagnols qui diffèrent de ses définitions. Le passé ne peut être utilisé pour nous diviser ; au contraire, nous devons rendre un hommage commun à tous ceux qui, dans des perspectives historiques différentes, ont combattu pour l'Espagne."

"le gouvernement utilise les chaînes publiques pour se protéger de la vérité. Il sait que de plus en plus d'Espagnols connaissent la réalité grâce aux réseaux sociaux et aux médias qui ne sont pas contrôlés par le pouvoir politique. Et grâce aux réseaux sociaux, de nombreux jeunes découvrent que la période qui a suivi la guerre civile n'a pas été une période sombre **comme le vend ce gouvernement, mais une période de reconstruction, de progrès et de réconciliation pour parvenir à l'unité nationale.**"

Novembre 2024

les élus de Vox « ne doivent jamais parler », aux journaux suivants : Público, eldiario.es, La Marea, El Plural, Todo es mentira (Cuatro), EL ESPAÑOL, El Mundo (à l'exception de deux rédacteurs, Javier Negre et Álvaro Carvajal), El País (« en termes généraux, puis nous verrons »), El Intermedio (laSexta), InfoLibre et Contexto (CTXT).

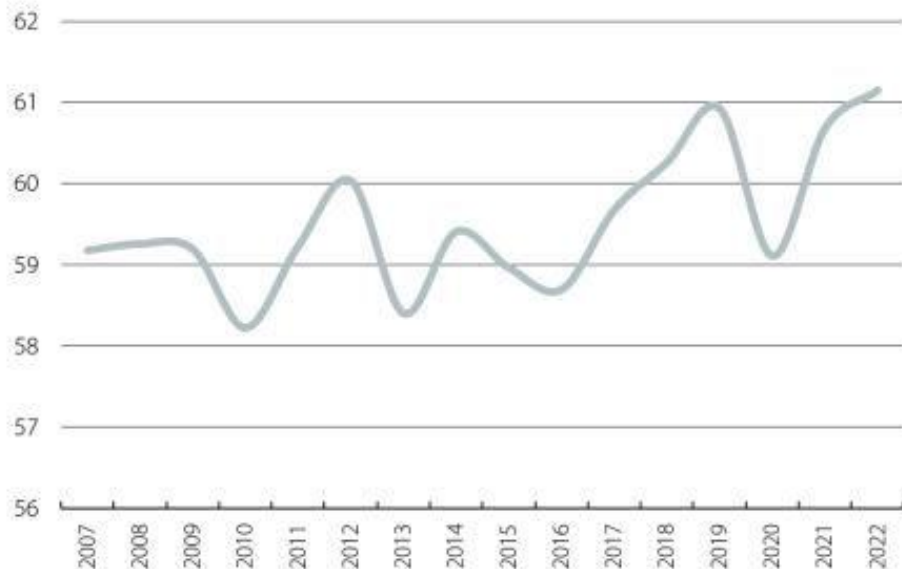
Manifeste fondateur du parti

"la dégradation de l'État institutionnel et l'incapacité des forces politiques traditionnelles à porter une refonte institutionnelle"

"renovación", "fortalecimiento", "degradación"

España: el lento aumento de la clase media

(% de la población total)



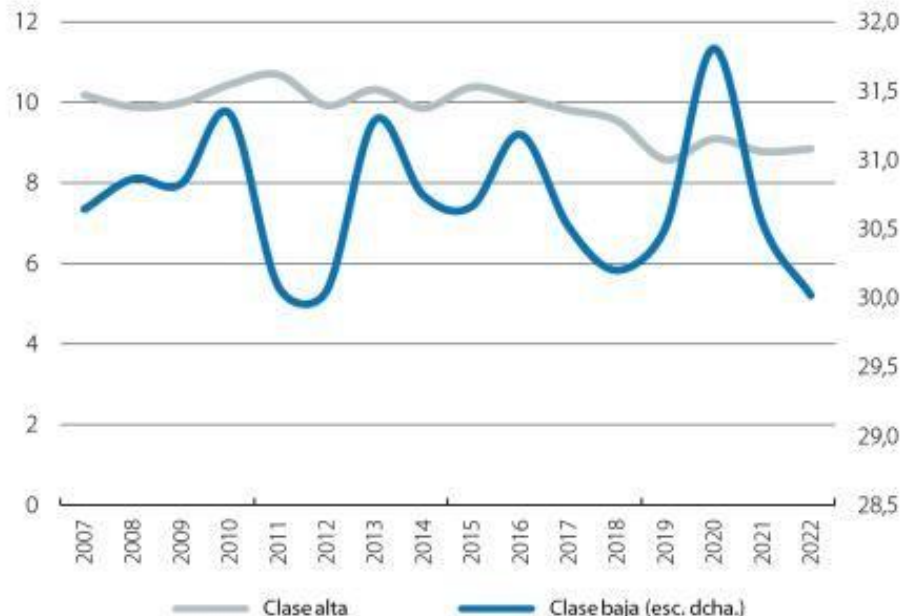
Nota: Clase media se define como las personas con ingresos entre el 75% y el 200% de la mediana.

Fuente: CaixaBank Research, a partir de datos del INE (Encuesta de condiciones de vida).

España: el lento declive de las clases alta y baja

(% de la población total)

(% de la población total)



Nota: Clase baja se define como las personas con ingresos inferiores al 75% de la mediana y la clase alta como las personas con ingresos superiores al 200%.

Fuente: CaixaBank Research, a partir de datos del INE (Encuesta de condiciones de vida).

Source : ¿Cómo ha evolucionado la clase media en España? :

<https://www.caixabankresearch.com/es/economia-y-mercados/mercado-laboral-y-demografia/como-ha-evolucionado-clase-media-espana>

2019

Consécration électorale de Vox

Effondrement de Ciudadanos

Accords avec le PP

Podemos et PSOE : accords de gouvernement

Elections 2019

- 24 députés (avril)
- 52 députés (nov)

2023

- 33 députés (- 19 mais reste la 3ème force politique)

Structure des clivages politiques en Espagne, 2019

	Part des voix %					
	Podemos	PSOE	Ciudadanos	PP	VOX	Partis nationalistes
Diplôme						
Primaire	7%	38%	7%	32%	5%	8%
Secondaire	16%	27%	11%	16%	16%	10%
Supérieur	20%	22%	15%	17%	9%	12%
Diplômes avancés	18%	20%	21%	17%	5%	19%
Revenu						
50% du bas	13%	35%	9%	23%	11%	6%
40% du milieu	17%	26%	13%	15%	14%	10%
10% du haut	15%	20%	14%	16%	15%	17%
Age						
39	23%	21%	14%	11%	17%	8%
40-59	15%	38%	13%	16%	13%	11%
60+	7%	35%	7%	31%	7%	11%
Localisation						
Zones urbaines	15%	28%	12%	18%	13%	10%
Zones rurales	6%	30%	8%	28%	10%	13%
Religion						
Catholiques	6%	30%	13%	26%	15%	7%
Autres	17%	39%	9%	10%	9%	11%
Sans religion	35%	24%	8%	4%	7%	17%

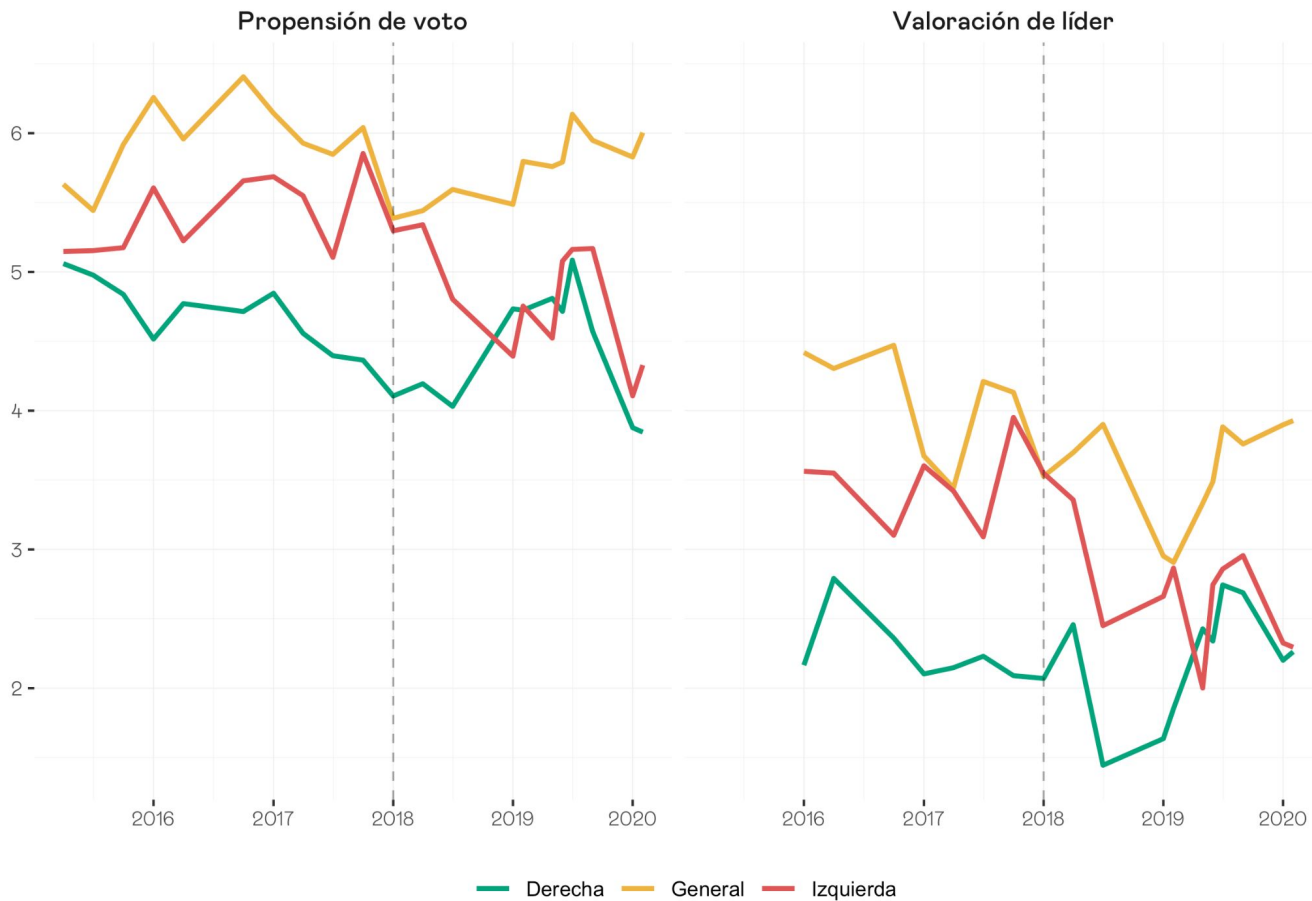
Source : calculs des auteurs à partir d'enquêtes espagnoles

Note : le tableau montre la part moyenne des voix obtenues par les principaux partis politiques espagnols aux deux élections tenues en 2019 en fonction d'un ensemble de caractéristiques individuelles. Au cours de ces élections, 7% des diplômés du primaire votèrent Podemos, contre 18% des électeurs ayant obtenu des diplômes avancés.

Clivages politiques et inégalités sociales. Etude de 50 démocraties (1948-2020)

Thomas Piketty, Amory Gethin et Clara Martinez-Toledano

Evolución de la polarización afectiva general y dentro de cada bloque ideológico 2015-2020





8.01.2019

El Día de Andalucía que quiere Vox: enterrar a Blas Infante y celebrar la expulsión musulmana

- Exigen que la fiesta pase del 28 de febrero -celebración del referéndum autonómico- al 2 de enero -culminación de la Reconquista-.
- La reina de VOX es Isabel la Católica, no Letizia: por qué Abascal la venera

Vox

Faire renaître l'Espagne

Que l'Occident redevienne Grand

Unité nationale

Nativiste

Un diputado de Vox defiende que el franquismo fue "una etapa de progreso para lograr la unidad nacional" y Bolaños lo acusa de "blanquear crímenes"

El vicesecretario de Comunicación de los de Abascal asegura que, "gracias a las redes sociales", muchos jóvenes están descubriendo las "verdades" que el Gobierno "intenta ocultar"



173 comentarios



Pío Moa

Les mythes de la guerre d'Espagne

1936-1939



**300 000 EX. VENDUS
EN ESPAGNE**



«La gauche espagnole a mis le feu aux poudres dès 1931»

Comunidades en las que gobierna el PP con Vox

Selecciona cada comunidad autónoma para ver quién es el presidente



Post Elections
2023

(*) En las Islas Baleares gobierna el PP en solitario pero mantiene un pacto con Vox.

Mapa: Newtral.es • [Descargar los datos](#) • Creado con [Datwrapper](#)

Sur son blog hébergé par *Libertad Digital*, il affirme:

« ce n'est pas le franquisme qui a détruit la démocratie, mais la révolution du Front populaire. Il a libéré l'Espagne de la Deuxième Guerre mondiale et d'une nouvelle guerre civile, et a laissé un pays prospère et réconcilié, libre des haines qui avaient mis fin à la II^e République »

Ou encore :

« [Les réussites de Franco] font de lui le personnage politique de plus grande envergure dans l'histoire de l'Espagne des deux derniers siècles, en rivalité, peut-être avec Cánovas. »

Mémoire démocratique

L'Espagne a adopté en 2007 la loi dite de la mémoire historique, qui reconnaît toutes les victimes de la guerre civile (1936-1939) :

- des deux côtés, les vainqueurs et les vaincus
- ainsi que les victimes de la répression de la dictature franquiste (1939-1975).

Remplacée en 2022 par la loi sur la mémoire démocratique qui vise

- à promouvoir la connaissance des phases démocratiques de l'histoire espagnole
- à préserver la mémoire des victimes de la guerre d'Espagne et de la dictature franquiste par le biais d'initiatives telles que la création d'un recensement des victimes ou le retrait des anciens symboles de la dictature.

'Día de Recuerdo y Homenaje a todas las víctimas del golpe militar, la Guerra y la Dictadura'

Pedro Sánchez anuncia más de un centenar de actos en 2025 para conmemorar los 50 años de libertad en España

Actividad del presidente - 10.12.2024

El presidente del Gobierno, Pedro Sánchez, ha anunciado que el Ejecutivo va a impulsar, a lo largo de 2025, la conmemoración de los 50 años de libertad en España, al cumplirse el próximo año cinco décadas de la muerte del dictador Francisco Franco y el inicio de la Transición Española.



Plataforma 2025

El 1 de abril, en su día llamado “Día de la Victoria”, fue el elegido por la Plataforma 2025 para darse a conocer en Madrid ante público y prensa acreditada y a la vez presentar el libro “50 años de mentiras sobre Francisco Franco”, [que ha enviado a los diputados del Congreso](#), porque “el dato objetivo acaba con el relato».

La entidad, creada para contraprogramar los 50 años de “España en libertad” por el aniversario de la muerte de Franco, **“no habría surgido si Pedro Sánchez no hubiera convertido 2025 en el año de Franco”**.



PLATAFORMA 2025

INICIO

MANIFIESTO

BLOG

CONTACTO

Absence du PP aux événements

"La Plataforma "Memoria y Democracia" nació en el otoño de 2023 como respuesta de la sociedad civil a la, entonces más que posible, y hoy cierta, materialización de la amenaza de derogación de la Ley de Memoria Democrática de Cantabria lanzada por el Partido Popular, actual titular del gobierno de la región, y su socio "de facto", el ultraderechista Vox."



**Ante la
insistencia del
Gobierno
cántabro en
derogar la Ley
de Memoria
Histórica
regional**

El PP de Ayuso y Vox chocan en Madrid por la ley de memoria democrática y luego votan juntos pedir su derogación

Conservadores y ultras escenifican su desencuentro en el debate y luego unen sus votos y rechazan los actos por el 50º aniversario de la muerte de Franco



JUAN JOSÉ MATEO

Madrid - 06 FEB 2025 - 20:10 CET

No hay historia muda. Por mucho que la quemem, por mucho que la rompan,
por mucho que la mientan, la historia humana se niega a callarse la boca.

Eduardo Galeano